

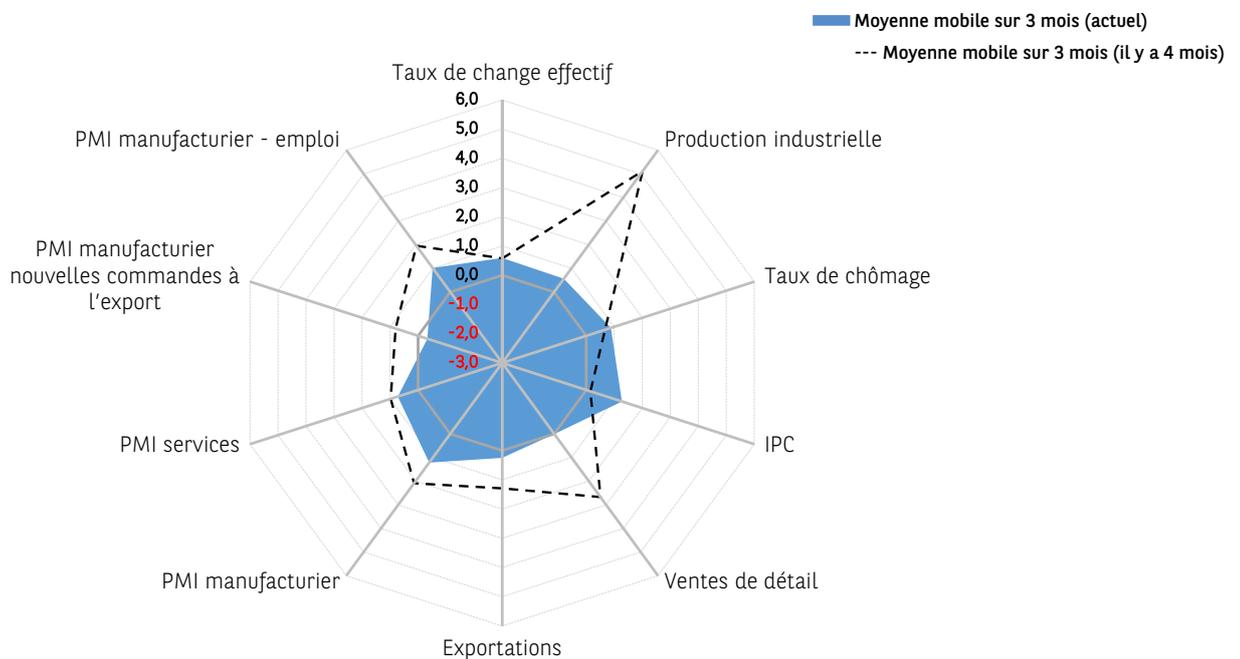
ROYAUME-UNI : ATERRISSAGE

Si, face à l'épidémie de coronavirus, l'État britannique n'a pas manqué de volontarisme (20 points de PIB ont été directement transférés dans l'économie pour faire face à la crise sanitaire, le double de la moyenne européenne), il figure aussi parmi les premiers à avoir décrété la fin du « quoi qu'il en coûte ». En octobre, les principaux dispositifs de maintien dans l'emploi - le *Coronavirus Job Retention Scheme* (CJRS) et le *Self-employed Income Support Scheme* (SEISS) - disparaissaient. Environ 1,5 million de Britanniques jusqu'alors en « congés » dans les entreprises effectuent donc leur retour sur le marché du travail, ce qui pourrait avoir pour conséquence de faire remonter le taux chômage (tombé à 4,3% en août dernier). Avec les aides à l'emploi, expirent aussi la bonification de 20 livres par semaine du crédit universel (universal credit), la TVA réduite sur l'hôtellerie-restauration ou encore l'abattement spécial appliqué aux droits de mutation.

Sans surprise, le nombre des transactions immobilières rechute en octobre, tandis que, d'une manière générale, les indices de la conjoncture apparaissent moins euphoriques. La confiance ainsi que la consommation des ménages, jusqu'ici principal moteur du rattrapage économique, marquent le pas. L'évolution sur trois mois glissants des ventes au détail indique clairement une tendance négative concernant les achats de biens, ceux d'automobiles surtout. Portée par le relèvement des tarifs réglementés de l'énergie, l'inflation accélère, ce qui a pour effet d'écorner le pouvoir d'achat des salaires, en particulier les plus faibles. À 4,2% sur un an en octobre, la hausse des prix s'éloigne de plus en plus de la cible de 2% assignée à la Banque d'Angleterre, qui pourrait donc être contrainte d'agir. À en croire les anticipations du marché, son principal taux directeur, actuellement fixé à 0,10%, serait relevé de 15 points de base à l'occasion de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire, prévue le 16 décembre prochain.

Jean-Luc Proutat

ROYAUME-UNI : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS



SOURCES : REFINITIV, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -3 et +6. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés) : un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.

